Infos News

Automobile-Club du Nord de la France

Mons-en-Barœul, le 19 Octobre 2026

CARBURANTS : IL NE FAUT PLUS ATTENDRE, « 40 MILLIONS D'AUTOMOBILISTES » ET L'AUTOMOBILE CLUB DU NORD DE LA FRANCE EXIGENT UNE BAISSE DES TAXES ET APPELLENT À POURSUIVRE LA MOBILISATION.

COMMUNIQUÉ

Alors que les prix des carburants restent à des niveaux particulièrement élevés, Emmanuel Macron a déclaré ce jeudi 24 septembre qu'une baisse des taxes n'était pas exclue si la flambée des prix se poursuivait. Le Président de la République a toutefois indiqué que sa priorité était d'abord de faire baisser les prix par d'autres moyens, notamment en agissant sur les tensions géopolitiques et l'approvisionnement. Pour « 40 millions d'automobilistes » et l'Automobile Club du Nord , si la situation internationale contribue effectivement à la hausse des cours, elle ne peut pas constituer l'unique explication du prix payé par les automobilistes à la pompe. « 40 millions d'automobilistes » et l'Automobile Club du Nord de la France rappellent que la fiscalité française représente une part considérable du prix du carburant et que les certificats d'économies d'énergie (CEE), auxquels s'ajoutent notamment l'accise et la TVA, pèsent directement sur chaque litre acheté.

Le problème n'est pas seulement à Ormuz, il est aussi à Bercy

« *La* cause de tout ça, ce sont les circonstances géopolitiques », a déclaré Emmanuel Macron au cours de son interview. Le Président a également rappelé que les prix étaient encore autour de 1,90 euro le litre à la fin du mois d'août, avant qu'il y ait une tension accrue sur Ormuz et en Arabie saoudite. Pour « 40 millions d'automobilistes » et l'Automobile Club du Nord de la France, cette présentation ne doit pas conduire à occulter le poids de la fiscalité française. Le problème n'est pas seulement le détroit d'Ormuz, c'est aussi le détroit de Bercy. Bien sûr que les tensions internationales ont un impact sur les prix du pétrole. Mais lorsqu'on parle du prix payé par l'automobiliste, il faut regarder l'ensemble de la facture. Les CEE peuvent à eux seuls représenter près de 18 centimes par litre, auxquels s'ajoutent l'accise et la TVA. Au total, ce sont environ 60 % du prix d'un plein qui repartent dans les caisses publiques. On ne peut donc pas expliquer toute la hausse par la seule géopolitique, affirme Jean-Michel Foulon, Président de l'Automobile Club du Nord de la France.

Ma priorité, c'est de baisser les prix : il faut agir sur tous les leviers

« Ma priorité, c'est vraiment de baisser les prix », a déclaré Emmanuel Macron, estimant qu'il fallait d'abord agir sur les causes géopolitiques de la hausse avant d'envisager une baisse des taxes. Il a également affirmé que le Gouvernement « ne reste pas les bras ballants » et qu'il mettait en place des mesures ciblées pour accompagner les Français et les secteurs les plus exposés.

COMMUNIQUÉ

« On nous explique qu'il faut d'abord attendre une amélioration de la situation internationale pour faire baisser les prix. Mais les automobilistes, eux, paient aujourd'hui le prix fort. Les aides ciblées ne font pas disparaître la fiscalité qui s'applique à chaque plein. Si le Gouvernement veut réellement agir sur le prix payé par les Français, il doit utiliser tous les leviers dont il dispose, y compris le levier fiscal », déclare Pierre CHASSERAY, Délégué Général de « 40 millions d'automobilistes ».

Baisser les taxes : une dépense pour l'État, mais aussi un soutien au pouvoir d'achat et à l'économie

Emmanuel Macron a rappelé qu'une baisse de 20 centimes de la fiscalité sur les carburants représenterait, selon lui, un manque à gagner d'environ 1 milliard d'euros sur un mois. Il a également souligné que les taxes financent les dépenses de l'État, des collectivités et de la Sécurité sociale. Le raisonnement ne peut toutefois pas se limiter au coût budgétaire immédiat d'une baisse de fiscalité. « Chaque euro qui n'est pas dépensé dans les taxes sur le carburant est un euro qui peut être consacré à autre chose : à la consommation, aux dépenses du quotidien, aux déplacements professionnels ou aux activités économiques. Lorsque les Français réduisent leurs déplacements parce qu'ils ne peuvent plus payer leur plein, c'est aussi l'économie française qui en subit les conséquences. La question doit donc être posée dans les deux sens : combien coûte une baisse de taxes, mais aussi combien coûte à l'économie une population qui ne peut plus se déplacer ? », analyse Pierre CHASSERAY.

La mobilisation continue

Face à cette situation, « 40 millions d'automobilistes » et l'Automobile Club du Nord de la France appellent les automobilistes à poursuivre leur mobilisation dans le cadre de son opération nationale « Balance ton plein ». Chaque participant peut renseigner son code postal ou sa commune sur la plateforme afin d'apparaître sur la carte de France de la mobilisation. « Le Président de la République dit aujourd'hui qu'il ne faut rien exclure. Nous lui répondons qu'il ne faut surtout pas exclure la baisse des taxes. Il faut même la décider. Et pour que cette demande reste au cœur du débat, nous devons continuer à nous mobiliser. Chaque automobiliste peut participer à « Balance ton plein » et montrer concrètement l'ampleur de la mobilisation face au prix du carburant », conclut Pierre CHASSERAY.

Chaque automobiliste peut dès maintenant rejoindre la carte de France et faire entendre sa voix. Pour participer cliquez-ici.

Automobile-Club du Nord de la France
21, Avenue Léon Blum – BP 40016 – 59370 MONS-EN-BAROEUL
Tél : 03.20.28.40.40 - Fax : 03.20.28.48.10 - E-mail : www.autoclubnord@wanadoo.fr
Site : www.autoclubnord.com